

L'ANTI-RACISTE

JOURNAL DES PERMANENCES ANTI-EXPULSIONS
pour l'unité du peuple multinationnel de France

**CONTRE LE RACISME
ET L'ANTISEMITISME**

**UNITE ET RESPECT DES
DIFFERENTES COMMUNAUTES
HISTORIQUES ET NATIONALES**



**LIBAN / PALESTINE : SOUTIEN INTERNATIONALISTE
ET ANTI-RACISME**

EDITORIAL

POUR NOUS CONTACTER

Ecrire à " Anti-Raciste "
B.P. 183
75665 Paris Cedex 14

Demander nos dernières publications :

- Les Anti-Racistes et la Pologne
- L'Anti-Racisme et les quartiers
- L'Anti-Racisme et les foyers

Directeur de publication :
M. Pierre Champeaux

Dépôt légal 2/82
Imprimerie Edit 71
22 rue d'Annam - 75020 Paris

Les derniers événements au Liban:
l'entrée de l'armée israélienne à Beyrouth-Ouest en véritable armée d'occupation
les massacres dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila
ont profondément ébranlé chacun de nous.

Au delà de l'horreur immédiate, l'interpellation qu'ils suscitaient s'est heurtée pour la plupart à un sentiment d'impuissance:

- impuissance devant les extrémités auxquelles pouvaient conduire la logique raciste et expansionniste de l'Etat d'Israël

- impuissance devant cette logique de terreur présentée comme la seule voie pour résoudre les contradictions entre les différentes communautés historiques et religieuses

- impuissance devant cette logique des Etats (USA, URSS, Etats arabes et Etat français) qui, sur le dos des peuples, rivalisent dans cette région du monde pour se partager la domination économique et politique

- impuissance vis-à-vis de soi-même pour comprendre et agir sur la situation au Moyen Orient comme ici et qui conduit inévitablement à déléguer à l'Etat impérialiste français et aux forces politiques (PCF) la capacité à résoudre ces questions.

Il s'agit pour nous, anti-racistes, de sortir de cette impasse
oser penser soi-même



Meeting du 20 mars 82 à la mutualité à Paris des PAE

EDITORIAL

POUR NOUS CONTACTER

Ecrire à " Anti-Raciste "
B.P. 183
75665 Paris Cedex 14

Demander nos dernières publications :

- Les Anti-Racistes et la Pologne
- L'Anti-Racisme et les quartiers
- L'Anti-Racisme et les foyers

Directeur de publication :
M. Pierre Champeaux

Dépôt légal 2/82
Imprimerie Edit 71
22 rue d'Annam - 75020 Paris

Les derniers événements au Liban:
l'entrée de l'armée israélienne à Beyrouth-Ouest en véritable armée d'occupation
les massacres dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila
ont profondément ébranlé chacun de nous.

Au delà de l'horreur immédiate, l'interpellation qu'ils suscitaient s'est heurtée pour la plupart à un sentiment d'impuissance:

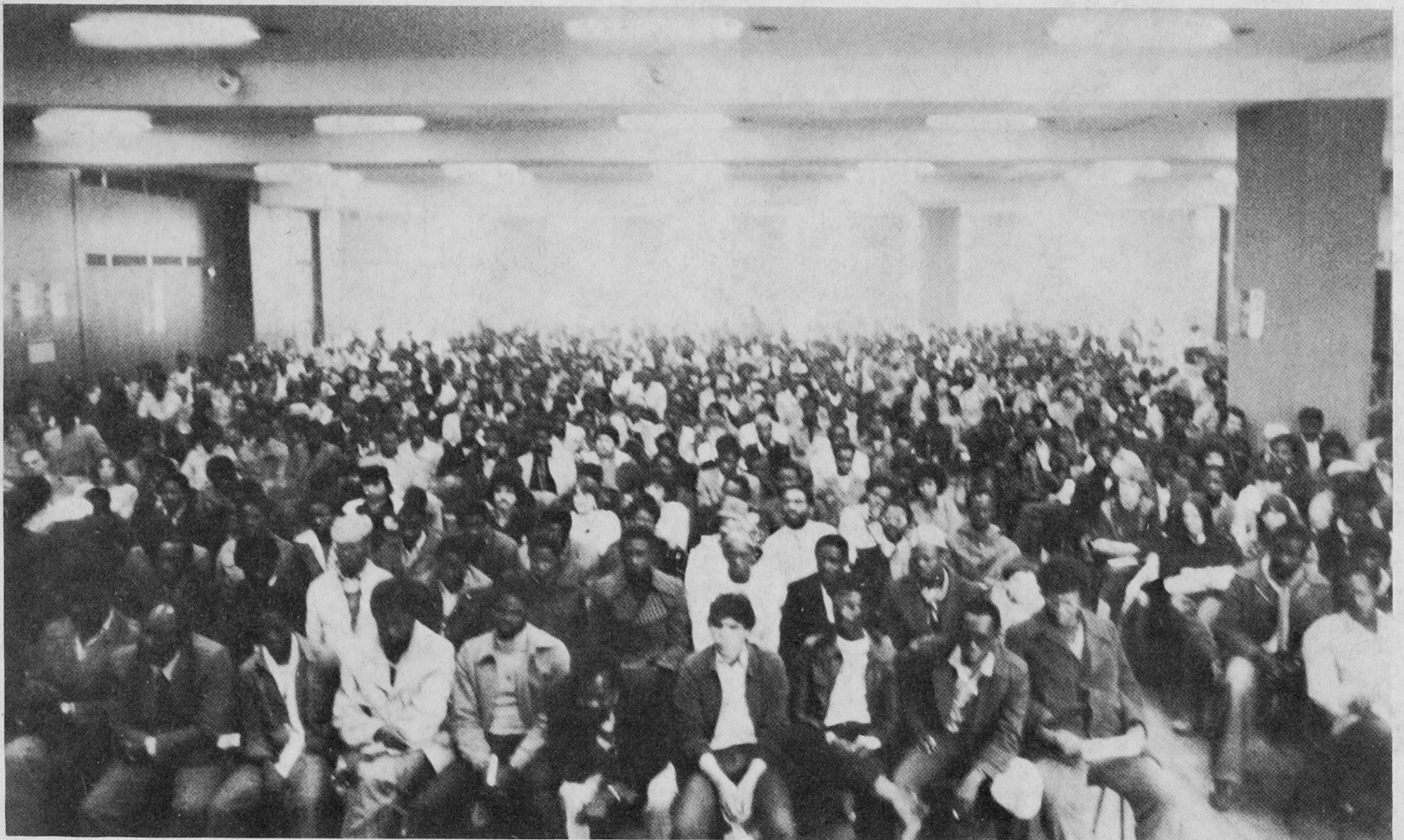
- impuissance devant les extrémités auxquelles pouvaient conduire la logique raciste et expansionniste de l'Etat d'Israël

- impuissance devant cette logique de terreur présentée comme la seule voie pour résoudre les contradictions entre les différentes communautés historiques et religieuses

- impuissance devant cette logique des Etats (USA, URSS, Etats arabes et Etat français) qui, sur le dos des peuples, rivalisent dans cette région du monde pour se partager la domination économique et politique

- impuissance vis-à-vis de soi-même pour comprendre et agir sur la situation au Moyen Orient comme ici et qui conduit inévitablement à déléguer à l'Etat impérialiste français et aux forces politiques (PCF) la capacité à résoudre ces questions.

Il s'agit pour nous, anti-racistes, de sortir de cette impasse
oser penser soi-même



Meeting du 20 mars 82 à la mutualité à Paris des PAE

des prises de position, des engagements qui nous permettent de dépasser l'impuissance et le silence résigné.

Il faut oser penser,

oser agir en dehors des schémas établis, en dehors de la logique étatique et des partis en place, des "professionnels" de la politique.

Il faut avoir confiance en nous-mêmes travailler sur nous-mêmes

puiser dans de nouvelles relations entre les différentes communautés une force puissante de transformation.

Pour nous, l'existence des différentes communautés n'est pas source de faiblesse mais au contraire une force à qui sait patiemment s'engager et travailler à l'unité anti-raciste, à qui veut patiemment travailler à un nouveau type de rapports entre les communautés qui ne soit ni celui de l'assimilation, ni celui du rejet.

Pour nous, l'existence des différentes communautés, ce n'est pas la répartition, le seuil de tolérance, les ghettos, mais la possibilité que vive, dans le respect et l'unité, ce que nous appelons une société civile anti-raciste qui développe des pratiques spécifiques.

COMMEMORATION

L'unité, le respect des différentes communautés c'est d'abord la connaissance et la reconnaissance de l'histoire de chaque communauté. Car les initiatives politiques ou les épreuves qu'elles ont vécues façonnent leur conscience et leur mémoire. L'unité exige la dignité, et la dignité exige que cette mémoire soit authentiquement anti-raciste et partagée par l'ensemble des communautés.

Les commémorations anti-racistes sont des pratiques nouvelles pour que vivent le respect et l'unité entre les communautés. C'est pourquoi nous commémorons pour la 2ème année, le 17 octobre 1961, date sombre dans l'histoire de la communauté algérienne en France, comme nous avons commémoré cette année le 17 juillet 1942, jour de la grande rafle contre les juifs organisée par la police vichyste appelée "la rafle du Vel d'Hiv".

- Le 17 octobre 1961

La communauté algérienne, venue de tous les quartiers populaires de la banlieue parisienne, descend dans la rue pour manifester contre le racisme en France dont elle est l'objet et pour l'indépendance de l'Algérie. La répression sauvage qui s'ensuivit marquait la volonté de l'Etat gaulliste d'assigner la communauté algérienne à une population sans droits, de sous-hommes: à des immigrés (cf article sur le 17 octobre 1961)

- Le dimanche 17 octobre 1982

doit être l'occasion pour tous les anti-racistes juifs et non-juifs, immigrés et français de tirer le bilan de cette sombre période et de discuter de la situation d'aujourd'hui.

Les commémorations anti-racistes doivent être un axe important de notre travail pour que progressivement UNE MEMOIRE ANTI-RACISTE EXISTE qui ne soit pas "la propriété" de quelques-uns, mais un bien partagé par un grand nombre de gens, qui permette de faire vivre l'identité d'un peuple multinational.

Il s'agit d'un type nouveau d'engagement par lequel il est possible de dépasser les contradictions qui peuvent nous opposer entre différentes nationalités.

Les Permanences Anti-Expulsions pour l'unité ANTI-RACISTE DU PEUPLE MULTINATIONAL ont créé différentes commissions qui traitent de l'histoire et du bilan

- de l'antisémitisme dans les années 30-40
- de la guerre d'Algérie en France
- de l'immigration et l'Afrique

Les commissions ouvertes à tous doivent contribuer à faire avancer la connaissance de l'histoire du peuple multinational de France

SOLIDARITE

Dépasser un soutien non actif pour développer entre nous

- des débats
- des pratiques de solidarité, dans le travail, dans les quartiers
- des mobilisations immédiates contre tout comportement, tout acte raciste et antisémite

Faire avancer les batailles anti-racistes contre l'Etat

- pour la régularisation sans condition de tous les immigrés sans papiers
- pour le droit de jeunes algériens nés en France après 63 à garder la nationalité algérienne
- pour le droit inconditionnel au regroupement familial

COURANT D'OPINION

Ces prises de position, ces pratiques nouvelles de solidarité, si elles sont isolées, méconnues, ne mènent qu'à des protestations impuissantes et résignées d'avance.

Il faut que cet engagement soit connu, popularisé, organisé.

- Soutenir ceux qui aujourd'hui, dans la communauté juive, s'engagent personnellement contre la politique expansionniste de l'Etat d'Israel et inaugurent un nouveau type de comportement entre les communautés juives et arabes

- Soutenir ceux qui de plus en plus prennent fait et cause pour le fait national palestinien

Tout cela demande que vive une opinion active, une opinion authentiquement anti-raciste qui fasse campagne, propagande contre le racisme et l'antisémitisme.

Un courant d'opinion ce n'est pas une succession de points de vue sur la conjoncture.

Face à la politique raciste de l'Etat PS-PC, aux forces de droite qui développent, organisent une opinion raciste, chauvine et xénophobe, il nous faut - et nous le répétons - oser, penser et agir en toute indépendance de l'Etat et des Partis qui le soutiennent

prendre appui sur le nouveau pour construire une force, une identité anti-raciste collective nouvelle.

C'est ce dont aujourd'hui nous avons besoin. C'est ce à quoi travaillent les Permanences Anti Expulsion pour L'UNITE ANTI-RACISTE DU PEUPLE MULTINATIONAL DE FRANCE et leur journal L'ANTI-RACISTE.



Intervenir auprès de l'opinion dans les quartiers populaires

LIBAN

■ logique des états et politique des peuples

Engagée dans le combat prolongé contre le racisme et l'antisémitisme, je me pose un certain nombre de questions quant au déroulement et à l'issue de la guerre que mène l'Etat d'Israël contre les peuples palestiniens et libanais. Interrogations d'une situation complexe dans laquelle interviennent différentes politiques : celle de l'Etat sioniste qui bénéficie jusqu'à présent d'un soutien total de l'impérialisme US, celles des Etats arabes dont l'unité de façade au dernier congrès de Fès tentait de dissimuler leurs profondes divergences et leur absence totale de soutien au peuple palestinien et au peuple libanais lors des derniers bombardements de Beyrouth. Certains comme l'Arabie Saoudite sont adossés aux Etats-Unis, d'autres comme la Syrie se retrouvent dans le camp de la deuxième superpuissance l'URSS qui sans agir ouvertement tire des ficelles dans la région.

Mais si la politique des Etats est un élément important pour la compréhension de cette situa-

tion, il faut aller chercher du côté de la politique des peuples, les éléments décisifs de la réponse : celle du peuple palestinien avec à sa tête l'OLP, celle du peuple libanais dans sa lutte pour l'indépendance nationale, et certains mouvements internes à Israël qui luttent contre l'expansionisme de l'Etat sioniste.

La politique de l'Etat d'Israël

Les massacres de plusieurs centaines d'hommes, de femmes et d'enfants palestiniens, réfugiés dans les camps de Sabra et Chatila à Beyrouth, sont la conclusion logique de la politique de guerre que mène actuellement l'Etat d'Israël contre les peuples palestiniens et libanais. Implacable logique de guerre. Après les incessants bombardements de la capitale libanaise, le départ des combattants palesti-

niens de l'OLP qui avaient fait de Beyrouth leur quartier général, laissait le champ libre aux armées israéliennes et milices fascistes libanaises pour commettre les pires exactions sur la population civile palestinienne. Après ces massacres, comment peut-on vouloir ignorer la véritable nature de l'Etat d'Israël, Etat sioniste ? Ni la complexité de l'histoire, ni la durée de son existence, ni la reconnaissance de ses frontières par la société internationale ne m'empêcheront de dire que l'Etat d'Israël est sioniste, raciste, expansionniste, adossé à la superpuissance américaine. Cet Etat ne peut concevoir une paix durable qu'en écrasant les peuples qui se heurtent à ses visées hégémoniques dans la région. Sa logique politique est une logique de guerre.

La complexité de son histoire ne résulte pas d'une ambiguïté du mouvement sioniste. Celui-ci n'est ni plus ni moins qu'un mouvement de colonisation, opéré dès le début du XX^{ème} siècle, à l'ombre de la puissance coloniale de la Palestine : la Grande-Bretagne. Il s'appuie sur une idéologie raciste du "peuple élu", de la "grande nation juive", de la "loi du retour", de la "grandeur" de l'Israël antique du roi David ; idéologie qui justifia la spoliation des terres appartenant aux arabes palestiniens et leur exil massif à Gaza ou en Cisjordanie, et qui fonde la politique ségrégationniste vis à vis des travailleurs arabes se voyant refuser l'accès à l'emploi sur les terres et dans les industries appartenant à des juifs.

Et si la froideur de cette politique n'est pas dénoncée clairement malgré les heurts violents avec les Palestiniens dans cette première partie du XX^{ème} siècle, c'est en raison, à mon avis, de l'intériorisation par les peuples d'Europe du bilan catastrophique de la résistance à l'antisémitisme qui culmine avec l'arrivée des nazis au pouvoir. L'antisémitisme qui trouve son expression la plus tragique dans l'holocauste, apparaît pour de nombreux juifs comme quelque chose d'inéluctable, d'inevitable, et le sionisme comme la seule solution possible à la conservation de l'identité juive. Pour les peuples d'Europe, l'émigration juive leur permettait de fermer les yeux sur leur propre responsabilité, tournant ainsi très vite la page d'histoire qui leur est propre. Le soutien à la création à l'Etat d'Israël en 1947 manifeste l'occultation, l'oubli de la responsabilité des Etats et des peuples occidentaux dans la lutte contre l'antisémitisme. Il faut bien comprendre que la logique de guerre de l'Etat sioniste s'alimente de ce bilan de rejet-assimilation de la communauté juive. L'antisémitisme qui règne également dans de nombreux Etats arabes dont le Maroc, provoqua le départ vers ce que les sionistes présentaient comme la terre promise. L'Etat d'Israël en affirmant l'existence d'une "nation juive" entretient l'équivoque entre sionisme et judaïsme.

Mais aujourd'hui, de nombreuses voix s'élèvent, notamment parmi les intellectuels juifs, pour dénoncer cet amalgame. Ce courant doit être soutenu. Il est d'autant plus important qu'il est interne à la communauté juive. En faisant vivre la mémoire de la communauté juive dans la résistance à l'antisémitisme et au fascisme, en ripostant résolument à chaque atten-

tat raciste et antisémite (comme la monstrueuse tuerie de la rue des rosiers), en combattant toute forme de ségrégation, de rejet et d'assimilation d'une communauté quelles que soient son histoire, sa religion, sa nationalité ou sa culture, les anti-racistes font apparaître une autre voie qu'étatique, la voie de l'unité du peuple multinational.

Au lendemain de la guerre, le sionisme se présentant comme une véritable alternative politique a rencontré la volonté des Etats impérialistes de procéder à un nouveau partage du monde. L'ancienne puissance colonisatrice sort amoindrie de la guerre, les cartes se redistribuent au profit des USA et de l'URSS. Le nouvel Etat d'Israël est créé sans qu'à aucun moment, la vie des populations installées sur le territoire palestinien ne soit prise en compte.

L'expansionisme israélien

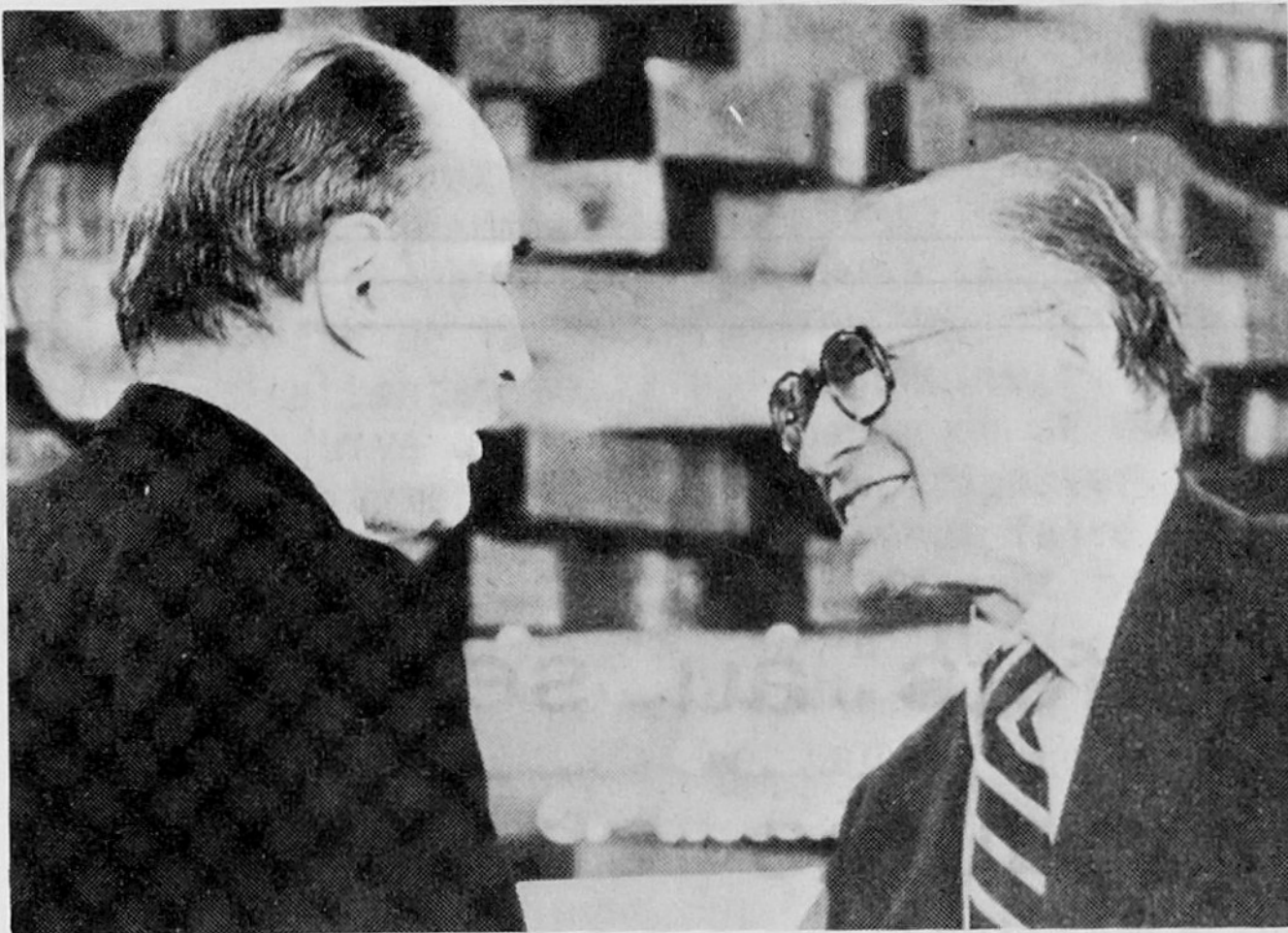
La nouvelle carte géographique dessinée abstractivement par les puissances impérialistes en 47 s'avère vite intenable. L'Etat sioniste, dès l'origine de sa création, pratique une politique d'expansion :

- terreur vis à vis des populations arabes : massacre de Deir Yassin où des centaines de Palestiniens trouvent une mort horrible. Massacre qui rappelle la politique de la terre brûlée pratiquée par Begin aujourd'hui. Objectif : forcer la population arabe à partir, à s'exiler toujours plus loin.



- Dès 48, occupation des territoires qui ne lui appartiennent pas, à statut international tel Jérusalem. (En réalité, les frontières de l'Etat d'Israël que l'on tente de faire accréditer ont toujours été une reconnaissance internationale de fait, créée militairement sur le terrain par l'expansionisme israélien).
- En 67, invasion des terres de Gaza et de Cisjordanie qu'il occupe militairement. Il s'installe sur le Mont Sinaï, rendu ensuite après les accords de Camp David avec l'Egypte.
- Bombardements des installations nucléaires en Irak.
- Il s'abat sur les populations druzes du Golan syrien, les obligeant à prendre la carte d'identité israélienne.

- Depuis, il intensifie sa politique colonisatrice à Gaza et en Cisjordanie, politique qui s'apparente à la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud : arrivée massive des colons qui s'approprient les terres, destitution des maires élus suspectés d'être des sympathisants de l'OLP au profit des "ligues de villages", couvre-feu décrété. Objectif : étrangler l'économie traditionnelle et faire des ces territoires, des bantoustans, des réserves de main-d'œuvre pour les industries israéliennes. Cette tentative de colonisation et d'annexion rencontre au printemps 82 une résistance farouche des peuples : manifestations, grèves générales, défilés d'écoliers brandissant des pierres face aux soldats israéliens armés jusqu'aux dents. C'est pendant ces jours de répression féroce que Mitterrand vient reconforter Begin à la Knesset.



Depuis l'origine, l'Etat d'Israël a toujours été un facteur de guerre au Proche-Orient, enjeu de la rivalité des deux superpuissances. Les derniers événements du Liban ne sont qu'une étape de plus dans les appétits hégémoniques d'Israël dont l'économie dépend presque entièrement du capitalisme US.

La solution des Etats

De cette situation de guerre quasi-permanente semble émerger une idée : l'établissement d'une paix durable dans la région passerait par la reconnaissance mutuelle de deux Etats indépendants, souverains, qui vivraient dans la coexistence pacifique et le respect mutuel. Les premières résolutions du congrès de Fès vont dans ce sens ; les puissances occidentales approuvent. Cette idée ébranle la diplomatie américaine et particulièrement les pro-sionistes américains. Les Soviétiques y retrouvent leur compte, des mouvements en Israël exigent cette solution, en France le PC, la CGT, la CFDT et le PS emboîtent le pas. L'OLP s'incline, abandonnant ainsi l'objectif d'une Palestine laïque et démocratique dans un monde de rêve et d'utopie duquel elle n'est jamais sortie. Car faute de transformer ce programme élaboré en 68, en véritable politique vivante au sein du peuple palestinien, faute de faire vivre une politique d'unité des communautés arabes et juives en Israël, l'OLP a été contrainte de rechercher l'appui des Etats : des Etats arabes, de l'URSS, des forces étatiques dans le monde comme le PCF.

L'objectif privilégié pour l'OLP, à moyen terme (tel que nous pouvons le percevoir de l'extérieur), semble être d'obtenir quelques frontières internationalement reconnues au moyen d'une activité diplomatique référée à l'existence d'un gouvernement en exil et d'un embryon d'appareil d'Etat (la direction militaire), épaulée en Europe, aux USA et au Moyen-Orient par un fort courant d'opinion. Cet objectif dépend de deux facteurs :

- le rétablissement d'un consensus sioniste en Israël.

- le choix stratégique de l'Etat américain dans la région.

Dans cette affaire, la volonté des peuples est écartée, la dimension nationale de la question palestinienne est passée sous la table.

Bien plus, cette solution "réaliste", appuyée sur une reconnaissance mutuelle de la force de l'adversaire, ce partage n'apportera rien de plus en Palestine qu'en Corée, au Vietnam ou au Congo, ... Au contraire bien plus grave encore, le fait qu'une partie de l'opinion internationale se laisse bernier sur le rôle pacificateur voire même progressiste d'une force militaire type ONU, n'est-ce pas là reconnaître aux Etats impérialistes un ancien droit sous forme nouvelle : celui de décider du sort du Tiers-Monde ?



Jérusalem hier : les manifestants repoussés par la police devant le domicile de Menahem Begin.

Autre chose : si l'on ne veut pas reprendre les frontières de 47 révélées intenables, il faut trouver un territoire. Lequel ? Déporter des populations. Qui ? Exercer un contrôle militaire. Par qui ? Les récents événements ont montré le degré de neutralité de la force militaire internationale ... Faudra-t-il construire un mur comme à Berlin, symbole de la rivalité des deux super-puissances ?

La mollesse de l'opinion internationale s'explique certes, la question nationale s'est compliquée avec le Vietnam, le Cambodge, l'OLP a eu souvent un comportement étatique. Mais les faits sont là : le peuple polonais cherche une autre voie, la résistance afghane n'est pas pro-US, nous connaissons des juifs non sionistes, il y a un débat dans l'OLP ... L'histoire ne s'est pas arrêtée avec l'invasion du Cambodge par le Vietnam.

Si l'aspect " lutte pour l'indépendance nationale de la Palestine " contre l' envahisseur

sioniste reste l'aspect principal de la question, la réponse passe à mon avis, nécessairement, par une unité avec le peuple vivant en Israël. Car la société civile en Israël est divisée : division économique, culturelle et politique, entre les juifs askhénases et juifs orientaux ou noirs, bourgeoisie nationale, petite bourgeoisie et ouvriers. Les récents mouvements de protestation contre la guerre au Liban montrent que le consensus à la politique de Begin s'effrite. Certaines de ces manifestations sont réprimées durement.

Ici comme ailleurs, les peuples n'ont rien à attendre des politiques des États de terreur, de guerre et de complicité. Les forces de paix sont du côté des peuples en lutte pour leur indépendance réelle, du côté des forces qui cherchent à se dégager du soutien de l'une ou l'autre des super-puissances. Leur destin leur appartient, encore faut-il qu'ils se donnent les moyens de cette politique d'indépendance.

la guerre au liban

■ ses effets au sein des communautés en france

De bombardements en massacres, de destructions en anéantissemments, la guerre au Liban, l'avancée systématique des chars israéliens au Liban, la tuerie monstrueuse des camps palestiniens de Sabra et de Chatila, nous plongent dans l'horreur.

Mais que faire de cette horreur là ? Nous en défendre, regarder autre part, ne pas prendre position, restreindre notre regard au cercle de nos privilèges, désapprouver mollement ?

ISRAEL ENTRE AU LIBAN... LA DIVISION DE LA COMMUNAUTE JUIVE APPARAÎT.

En juin, dès l'intervention, les premières protestations se font entendre ; celles de quelques centaines de personnes en Israël, celles en France des intellectuels juifs qui appellent à un rassemblement devant l'ambassade d'Israël. Une trentaine de jeunes sionistes sont là, casqués ; ils frappent des femmes qui portaient des pancartes, des al-

Tous ceux qui le voudraient ... aujourd'hui ne le peuvent. En France, ici-même les conséquences de la guerre au Liban entament notre vie quotidienne ; l'horreur et la révolte se sont liées en un mouvement profond qui divise, qui tend les relations entre les communautés. Un mouvement où l'espoir du nouveau entre et pour les peuples existe mais peut se briser aux violences nationalistes et racistes, à l'incompréhension de la terreur aveugle.

tercations ont lieu. Le cordon de police, entre le rassemblement et les sionistes, matérialise la division qui désormais s'exprime entre les juifs qui ne se rallient plus, et le disent, à la politique expansionniste de l'Etat d'Israël et ceux qui veulent encore faire croire qu'attaquer l'Etat d'Israël équivaut à attaquer tous les juifs.

LES MASSACRES DE CHATILA ET SABRA... LA DIVISION DE LA COMMUNAUTE JUIVE SE CREUSE

Au fur et à mesure que la dimension et la monstruosité des massacres sont apprises, la protestation s'enfle et se radicalise. A Tel Aviv, 300 000 personnes se rassemblent pour dénoncer la politique de Bégin et réclamer la création d'une commission d'enquête sur les responsabilités israéliennes dans les massacres. A Paris, les juifs "de gauche" se donnent rendez-vous samedi 25 septembre place d'Israël. Le désaccord est complet avec le gouvernement Bégin, ceux qui le soutiennent encore n'ont plus la parole. Les juifs présents

ne se reconnaissent plus dans l'image que présente au monde l'Etat d'Israël ; au nom même de leur identité de juifs ils rompent avec un Etat dont seuls les fantômes des pogroms de la 2ème guerre et de la culpabilité mondiale avaient jusqu'à lors justifié tous les actes, aussi barbares fussent-ils.

Dans la communauté en France, le consensus qui l'avait fait descendre unanimement dans la rue après l'odieux attentat de la rue Copernic est brisé.

La communauté juive se divise. Ici le "Renouveau juif" est pris à parti par l'extrême droite sioniste. (au lycée Carnot)



LES EFFETS IMMEDIATS: LES ATTENTATS ANTISEMITES

Cette division profonde se reflète ainsi dans la riposte aux attentats antisémites. Ces attentats, inadmissible application aveugle d'une terreur fasciste, sont la conséquence directe de la situation au Moyen Orient.

Après l'attentat de la rue des Rosiers, aucune force juive ou non est capable de se mobiliser massivement pour dénoncer, riposter. Les sionistes utilisent le drame pour faire propagande en faveur d'Israël, affirmant derrière Sharon que l'intervention d'Israël au Liban était destinée à mettre fin au "terrorisme arabe". Dans la même logique les

sionistes d'extrême droite du Betar s'en prennent aux sionistes du Renouveau juif lors de la manifestation du 21 septembre devant le lycée Carnot. Là, quelques jours plus tôt, l'explosion d'une voiture piégée avait entraîné la mort de diplomates israéliens. Le Renouveau juif manifestait contre les attentats anti-israéliens et antisémites mais était pour que la commission d'enquête fasse la lumière sur les massacres des palestiniens. Pour le Betar, cela signifiait être pour la destruction d'Israël et laisser "l'agression arabe" se développer.

RENAISSANCE DE L'ANTISEMITISME.

Juifs contre arabes, arabes contre juifs, voilà comment les différentes forces nationalistes et chauvines ont tenté de niveler ce qui était en débat. Elles ont tenté, violences contre violences, terreur contre terreur, d'imposer une logique étatique dans laquelle les peuples n'étaient que des pions. Le reflet de cette voie s'est donné de différentes manières en France ; les tensions entre les communautés ont augmenté, un antisémitisme ouvert s'est affiché. On a entendu une radio libre appeler les arabes au boycott des commerçants juifs dans le quartier de Belleville. Parmi les courants pro-palestiniens, le drapeau du nationalisme arabe, pourtant silencieusement en berne au

moment de l'invasion israélienne, a permis de laisser libre cours aux cris de "mort aux juifs" pendant une manifestation. On a pu lire dans un tract de la CGT écrit en arabe, distribué pendant la grève chez Citroën à Aulnay : "Qu'est-ce que la CSL, une bande de juifs, de fascistes, de tyrans"... La CGT se sentait certainement autorisée à écrire une telle ignominie, soutenue en cela par l'orientation politique du PCF : retrait des troupes israéliennes du Liban, mais pas un mot sur le retrait des troupes syriennes ; confusion entretenue entre juifs et sionistes, et pas un mot sur le danger de l'antisémitisme.

PRENDRE APPUI SUR LE NOUVEAU. TRAVAILLER A L'UNITE DU PEUPLE MULTINATIONAL

Ce danger de développement des tensions civiles et les conséquences obligatoires qui en découlent nous interpellent. Nous qui sommes pour l'unité anti raciste du peuple multinational, pour le respect des différentes communautés en France, avons à définir face à cette situation des points d'engagement. Ceci, si nous ne voulons prêter le flanc à un racisme sous prétexte d'en combattre un autre. Nous devons nous battre pour que le droit des Palestiniens à avoir un Etat soit reconnu. Mais nous dénoncerons tous ceux qui, au nom d'un chauvinisme arabe, d'alliances interna-

tionales, d'intérêts d'Etat ou d'une politique raciste, renforcent des courants antisémites.

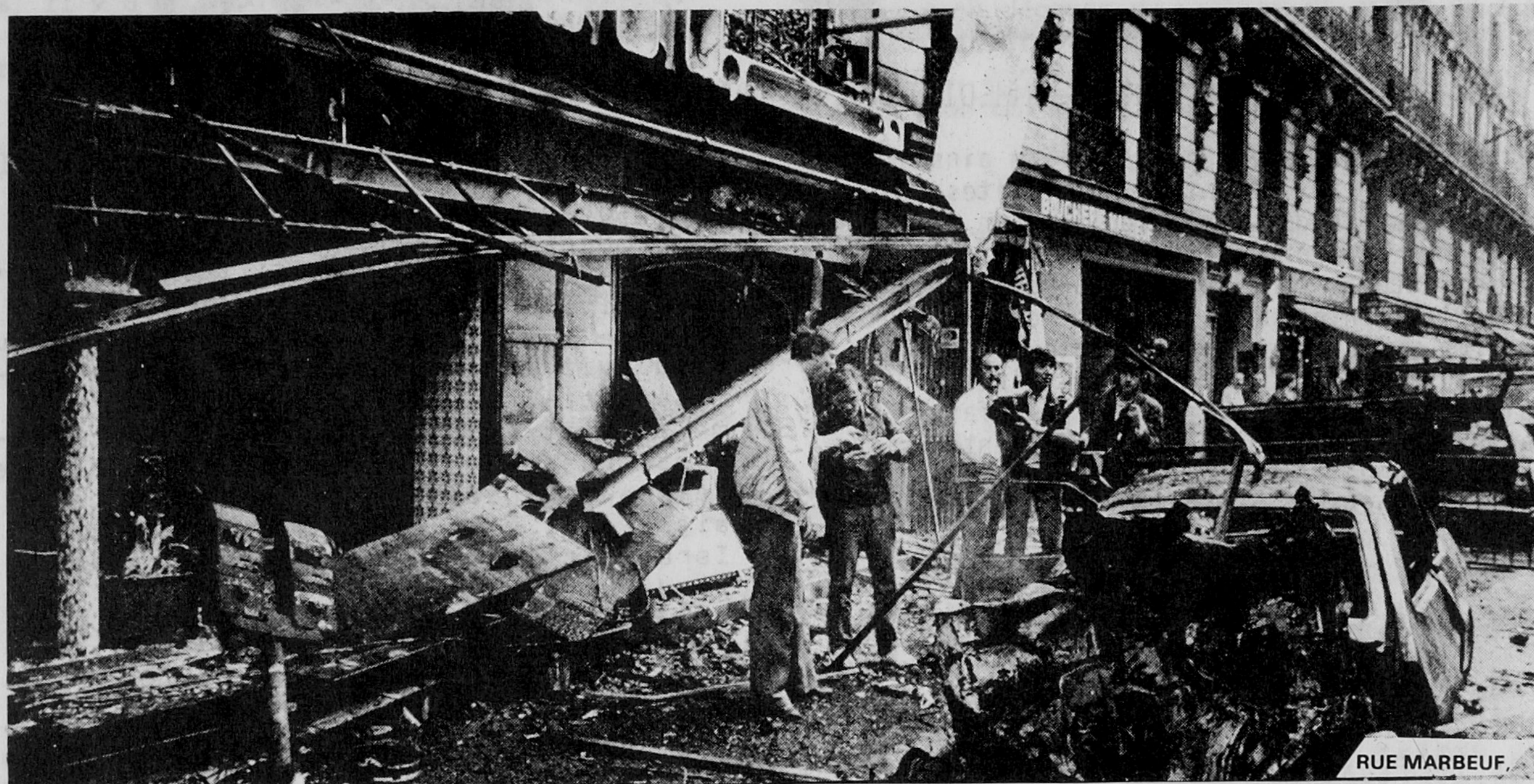
Nous devons soutenir tous les juifs qui défrichent un chemin contre l'Etat expansionniste et raciste d'Israël. En Israël, comme en France, ils sont porteurs d'une autre logique d'entente et d'unité des communautés. C'est en ce sens que nous comprenons que des Palestiniens aient participé à la manifestation de Tel Aviv. C'est ce que nous reconnaissons de nouveau et qui, en référence à notre propre pratique de respect et d'unité des communautés en France, nous engage à leur côté.

S'OPPOSER AU TERRORISME...

La rue Marboeuf, la rue des Rosiers, et plus récemment l'attentat devant le lycée Carnot ont donné lieu au déferlement d'une campagne anti-terroriste, pour la sécurité, qui n'a rien à envier aux pires réactionnaires, et qui risque de développer au sein du

peuple des points de vue et des pratiques xénophobes et racistes.

Les dernières prétentions "démocratiques" de l'Etat-mitterrand ont été englouties par la vague d'attentats de cet été.



LES ATTENTATS : UNE PRATIQUE DE TERREUR INACCEPTABLE .

L'ETAT ET SES RESPONSABILITES

Il ne s'agit pas ici de prendre position sur le terrorisme en tant que tel.

Il faut cependant bien voir qu'aujourd'hui les pratiques terroristes sont des pratiques inacceptables, de terreur contre le peuple, qui loin d'éclaircir les questions, augmentent la confusion, les tensions et n'aident en rien à une quelconque compréhension.

L'attentat de la rue des Rosiers est à ce titre frappant, qui tue aveuglément en pleine rue, au coeur du quartier juif de Paris, qui est un attentat ouvertement anti-sémite. Qu'importe qui en sont les auteurs, ils visent à terroriser la communauté juive, à provoquer une réaction de repli sur soi, à augmenter les tensions entre les communautés.

TERRORISME ET RENFORCEMENT DE L'APPAREIL D'ETAT.

C'est ce qui aujourd'hui nous est prouvé, le terrorisme permet à l'Etat de renforcer son appareil, son contrôle et lui laisse les mains libres pour développer une politique ouvertement réactionnaire.

Au delà des faits eux-mêmes, ce qui nous interpelle ici, c'est de dénoncer l'utilisation que fait l'Etat-Mitterrand de ces attentats, et ses conséquences pour le peuple.

Il faut tout d'abord remarquer que l'Etat Mitterrand quand il parle de terrorisme "oublie" un certain nombre d'attentats. S'il a dénoncé haut et fort les attentats "étrangers", il est resté silencieux quand aux nombreux attentats racistes perpétrés par des "Français" en Corse contre la communauté maghrébine cet été.

Lorsqu'il dénonce ces étrangers qui prennent la France pour théâtre de leurs actions, l'Etat-Mitterrand nie sa responsabilité propre dans ces événements. Nous pensons que si les terroristes agissent en France, c'est parce que la politique extérieure de Mitterrand est faite de flou, de compromis : soutien verbal aux Palestiniens et à l'OLP, mais soutien de fait d'Israël, acceptant même de retarder le déploiement des paras à Beyrouth de plusieurs jours (1) afin de permettre à l'armée israélienne de terminer ses rafles et ses ratissages. Ceci exprime sa volonté de faire de la France un impérialisme secondaire, qui tente de reprendre pied au Moyen-Orient avec toutes les manoeuvres à propos du Liban.

De plus la présence en France de différentes communautés et le fait que l'Etat-PS n'ait aucune politique contre le racisme civil et l'

(1) Lors du retour de la force d'interposition

antisémitisme laisse également le champ libre aux tentatives violentes de division des communautés et d'exacerbation des tensions au sein du peuple.

Politique donc qui prête le flanc aux actions terroristes.

EN FRANCE : CAMPAGNE CHAUVINE ET XENOPHOBIE.

Mais plus grave est la campagne xénophobe et chauvine qui se déchaîne depuis l'été.

L'Etat-PS accuse "les étrangers" en bloc, tous ceux qui ne sont pas français, et on retrouve dans cet amalgame les Irlandais, les Italiens, les Syriens, tous les pays arabes, mais aussi les immigrés.

Théorie qui pourrait se résumer ainsi: "Si on était entre nous, gens de bon sens, entre Français, tout irait bien. La France est un havre de paix, tout le trouble, toutes les guerres, cela se passe ailleurs, et tous ces étrangers n'ont qu'à laver leur linge sale chez eux."

Etpour appuyer cela, on nous explique que le terrorisme intérieur a disparu grâce à la mansuétude du gouvernement, qui a amnistié les Bretons, les Corses et les Basques, et grâce à la décentralisation. Quant à Action Directe, ils ne sont pas "français", ils ne sont que le bras armé des agents étrangers en France.

Et cette analyse de la situation permet dans la même foulée xénophobe de remettre en cause le droit d'asile (Oreste Scalzone), de soupçonner les réfugiés d'être des immigrés et les immigrés d'être des terroristes; la boucle est bouclée.

L'Etat-PS conclut que si on veut maintenir la sécurité des Français, il faut s'en donner les moyens: contrôle renforcé aux frontières, généralisation et contrôle strict de la délivrance des visas, développement des forces de police, des contrôles et des barrages policiers, qui s'ils donnent parfois dans le ridicule, comme lors de l'arrestation des trois "dangereux terroristes irlandais" à Vincennes, mènent souvent à l'inacceptable, comme à la rue Rossini où des policiers, forts de leur mission d'ordre et de leur adossement à la politique de l'Etat ont tiré sans sommations sur une voiture, faisant un mort et trois blessés.

Ce renforcement de l'appareil policier ouvre aussi la voie à la multiplication des contrôles anti-immigrés, anti-jeunes, à l'occupation quasi-militaire des quartiers, faisant ainsi d'une pierre deux coups.

Il ne faut pas minimiser l'aspect profondément xénophobe de l'Etat-PS, qui n'est pas le fruit d'une démagogie de surface, mais bien celui d'un point de vue politique de fond.

On le retrouve à tous les niveaux des déclarations et des pratiques actuelles du gouvernement.

De Rocard qui prônait, il y a quelques semaines une solution française, protectionniste à la crise mondiale ("puisque tous ensemble on ne sent sortira jamais, autant s'en sortir seul"), aux refus quasi-systématiques d'embauches des immigrés, aussi bien dans le public que dans le privé (éboueurs français, stages Riboux, sociétés d'interim..) et aux licenciements d'immigrés qui travaillent au nom de la situation de l'emploi qui se détériore, en passant par la propagande contre les pays du tiers-monde, coupables

de par leur incapacité à rembourser leurs dettes, de plonger les pays occidentaux dans la crise, les propos et les pratiques xénophobes sont présents partout.

DE GRAVES CONSEQUENCES POUR LE PEUPLE

L'amalgame anti-étrangers développe le racisme et la xénophobie, la peur, les tensions au sein du peuple.

Il faut avoir peur aujourd'hui. "Tremblez braves gens, il en restera toujours quelque chose" Bientôt chacun pourra dire: "J'ai peur de mon voisin, c'est un Irlandais; peur de mon épiciériste, c'est un Arabe, peur d'un tel, c'est un Noir."

cette atmosphère de peur envenime les rapports dans le peuple, développe la suspicion et son corrolaire obligé: la délation. Il faut avertir la police de toute personne, va et vient, stationnement, allure louches.

Par cette campagne, par le renforcement de la police et de l'appareil d'Etat, l'Etat-PS engendre un courant qui tend à faire de chacun, sinon un flic, du moins un citoyen "conscient de ses devoirs".

Cette campagne risque de mener à terme à des situations dramatiques où l'insécurité tant dénoncée sera le lot commun des immigrés et de tous ceux qui ont le tort de n'être pas français, mais aussi d'avoir fui leur pays pour des raisons politiques.

Car la remise en cause du droit d'asile, c'est non seulement la remise en cause d'un droit inaliénable pour tous, mais c'est aussi la volonté de fermer les yeux sur les situations politiques dans tel ou tel pays, voir même de nier toute possible opposition, en particulier dans les pays européens.

A plus ou moins long terme cette politique mène, par l'éclatement du peuple, par la division entre communautés, par la psychose de l'attentat ou de l'agression, à la création de milices d'auto-défense, et à des réactions violentes au moindre incident, à une situation où le moindre prétexte, la moindre étincelle mettra le feu aux poudres et aura de graves conséquences.

LE SOUCI DE L'ENGAGEMENT

Aujourd'hui l'idée que l'Etat-PS pourrait être un Etat démocratique est bel et bien morte et il faut l'enterrer en dénonçant cette politique réactionnaire et xénophobe.

Il est bien clair qu'aujourd'hui les vrais démocrates ne peuvent pas s'appuyer sur l'Etat Mitterand.

ET il faut bien se le dire et l'enfoncer comme un coin: tous ceux qui cherchent des excuses à l'Etat-PS sont sur le fond ralliés à l'idée que pour s'en sortir, il faut faire des sacrifices, des concessions, que c'est le bon sens qui l'impose. Chacun sait que ce "bon sens" là est l'ennemi de tout point de vue démocratique. Ce que ces gens-là cherchent à cacher, c'est leur propre démission, leur propre faiblesse et en cherchant des excuses à l'Etat ils s'en trouvent à eux-mêmes.

Etre démocrate aujourd'hui, c'est dénoncer la campagne actuelle sur le terrorisme et l'insécurité, c'est s'engager.

Car en effet, il faut aussi avoir le souci de s'engager. La transformation des choses dépend aujourd'hui de chacun d'entre nous, et on voit ce que donne le ralliement ou la confiance aux partis parlementaires et aux syndicats: il conduit à l'abandon de toute dignité, de toute identité forte. Etre rallier à l'Etat PS, c'est marcher derrière une politique réactionnaire.

Dans les P.A.E., nous nous sentons particulièrement interpellés par cette politique de l'Etat-PS. Ce qui est attaqué ici c'est notre

conception et notre combat pour un peuple multinationnel, uni, anti-raciste.

Contre l'insécurité, ce n'est pas des rapports de méfiance qu'il faut instaurer, mais des nouveaux rapports de confiance mutuelle, d'unité, des rapports de résolution collective des problèmes.

Et les événements au Liban et leurs effets en France au sein du peuple nous en montrent l'urgence et l'importance. (Voir articles sur cette question)

REGULARISATION DES DES SANS-PAPIERS

La " force tranquille " mise aux fauteuils de l'Etat, poussée par l'opinion publique anti-raciste qui s'est développée sous Giscard (contre les expulsions, pour l'égalité des droits, pour le renouvellement des cartes, ...), consède qu'en matière immigrée, il faut introduire le changement.

Le P.S. suspend donc pour un temps les pratiques d'expulsions, parle de nouvelles et démocratiques lois pour les étrangers, s'engage à travailler à la régularisation.

Dans les mois de juillet et août 81, le plan de régularisation des immigrés " clandestins " voit le jour. Il éclaire et rend compte de la politique réelle qu'entend développer le P.S., de son anti-racisme de façade, et, alors que la possibilité de régulariser tous les sans-papiers s'offre à lui, d'en reporter la responsabilité principale sur ses ennemis hiérarchiques encore dénoncés : les patrons.

En effet, pour prétendre avoir droit à une carte de séjour, les immigrés sans-papiers doivent :

- faire la preuve de leur arrivée en France avant le 1er janvier 1981 ;
- justifier d'un domicile fixe ;
- avoir un contrat de travail de un an, ou faire la preuve d'un travail " stable " devant une commission " d'experts " ;
- enfin, le patron de ce " clandestin " doit s'engager à verser 600 francs à l'Etat.

En échange de ce dossier complet, une Autorisation Provisoire de Séjour (APS) est remise au candidat à la régularisation, papier jaune canari, inutile et valable trois mois.

Ce plan, développé sous le signe de la lutte contre le travail " clandestin ", est d'une escroquerie parfaite :

D'abord, on ne voit pas en quoi il gêne beaucoup le travail clandestin : si un patron embauche au " noir ", c'est qu'il ne veut pas faire autrement ; il licenciera probablement donc le sans-papier qui vient lui demander un contrat de travail et prendra quelqu'un d'autre, toujours au " noir ", quitte à répéter plusieurs

fois cette affaire ; mieux vaut pour lui ces petits ennuis plutôt que les " charges sociales " supplémentaires qu'entraîne le travail déclaré, sans parler des 600 francs à donner !

Avec cette procédure, il est clair que très peu d'immigrés sans-papiers puissent fournir leur dossier, car ils se trouvent dans la situation suivante : ou risquer de perdre leur travail parce qu'ils demandent un contrat, et donc ne plus avoir droit à la régularisation, ou garder ce travail, sans contrat, et là encore ne plus prétendre à la régularisation.

En outre, la fameuse " stabilité " d'emploi sur laquelle doit se prononcer la " commission ", est d'une ironie sans nom dans une époque de crise, où les entreprises ferment, la main d'oeuvre 'tourne', l'intérim se développe, où finalement la précarité est plus que l'inverse le lot commun.

Enfin, la date limite d'entrée en France, elle fait mine d'ignorer que l'immigration est un fait toujours actuel, lié à la nature impérialiste de l'Etat, dont l'on ne peut, du jour au lendemain, en décider l'arrêt.

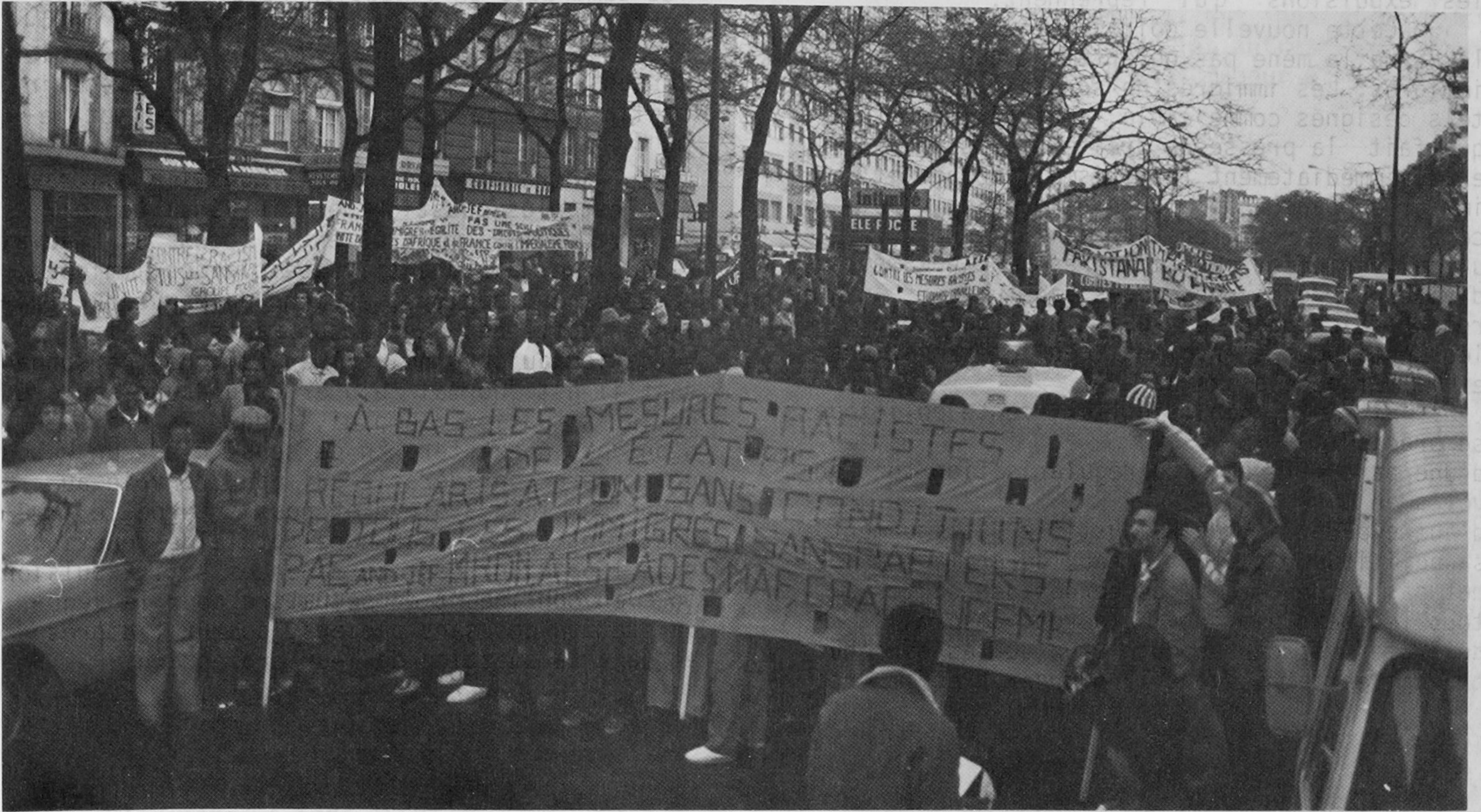
L'aspect propagande de ce plan est ouvertement raciste ; il lie le droit au séjour à la question du travail : pas de travail ou de perspective certaine de travail = interdiction de séjour pour une fraction des gens. Dans une période de chômage, voilà un excellent moyen de faire baisser les chiffres, et de désigner, dans le peuple, les responsables à écarter.

Ce plan et les déclarations " humanistes " qui l'accompagnent ont un effet d'illusion : " Nous ne sommes pas racistes, nous régularisons " ; le nouveau consensus raciste voulu par le P.S. prend forme sous le couvert du double langage, et cherche à s'ancrer, divisant entre " bons " et " mauvais " immigrés, les premiers dans le 'bon' chemin du travail, les seconds dénoncés comme des " charges ".

Après l'annonce de la délivrance de l'APS fin juillet, de nombreux sans-papiers ont l'illusion de se faire régulariser. Deux mois plus tard, alors qu'ils se rendent compte que ce papier n'a aucune valeur, qu'il ne permet ni de

trouver du travail ni de retirer de l'argent à la Poste, la confiance s'affaiblit et nombreux sont ceux qui trouvent scandaleuses les mesures prises. Ceux là le font savoir, descendent dans la rue. Le 28 novembre, les PAE orga-

nisent à Paris une manifestation pour la régularisation sans condition de tous les sans-papiers : 1500 personnes, dont une majorité de sans-papiers, y participent et y affirment leur hostilité au plan du P.S. et leur volonté de pouvoir vivre en France.



Manifestation du 28 novembre 1981 à Paris

Parralèlement, des dizaines de délégations à 30 ou 40, français et immigrés, ont lieu dans les Préfectures et les commissariats pour déposer les dossiers et obtenir collectivement les récépissés jaunes. Sur les marchés, des camarades immigrés sans-papiers prennent la parole et s'adressent aux autres couches du peuple pour leur expliquer leur vie, leur point de vue et les rallier à la politique anti-raciste. La brèche dans le nouveau consensus raciste du PS, s'opère effectivement.

Le PS recule: en Décembre, il assure qu'il fera tout pour régulariser les intérimaires définis comme "instables" et les sans-papiers licenciés suite à leurs démarches pour obtenir un contrat de travail. Il prolonge la validité de l'APS, donne les directives pour délivrer le récépissé jaunes sur simple présentation de la preuve d'arrivée en France. Enfin, il est obligé de repousser au 15 Janvier la date de clôture pour les dépôts de dossier (initialement prévu fin décembre). Dans le même temps, les rares cartes de séjour délivrées aux sans-papiers renforce si besoin est, le caractère raciste de l'Etat-PS: délivrées pour un an, elles comportent des indications sur la nature du travail et des départements d'activités autorisés.

Au mois de Janvier 82, s'ouvre la période des "commissions de régularisation". Dans ces commissions, l'Etat, les syndicats et certaines organisations d'immigrés ralliées à la politique du PS, jugent sur pièces du bien fondé ou

non des dossiers "litigieux". Ce sont de véritables tribunaux qui vont finalement prononcer au nom de "pas de travail, pas de carte", la non-régularisation ; c'est à dire à terme l'expulsion des immigrés sans papiers. La DDT (direction départementale du travail) reçoit directement l'avis de la commission, celui qui est concerné sort de la pièce sans rien savoir.

Durant cette période, des dossiers de demande de régularisation continuent à être déposés par des sans papiers. En délégation dans les commissariats, les sans papiers et les anti racistes exigent les récipissés jaunes.

La mobilisation ne faiblit pas, les sans papiers continuent à s'organiser.

Le PS recule de nouveau : il n'exige plus de contrat de travail, mais simplement des preuves de travail (fiches de paye, etc...) et ne demande plus que 250F payé par l'intéressé, non plus par le patron. Le 24 mars devant la poussée continue des forces anti-racistes, le gouvernement PS recule d'un mois la fin des commissions, et prolonge de nouveau la validité de l'APS jusqu'à ce qu'intervienne la décision définitive sur la régularisation.

La grande majorité des sans papiers qui ont eu l'APS, en s'organisant avec les PAE ont obtenu après différentes initiatives des cartes définitives.

L'Etat PS commence alors à lancer de grandes campagnes racistes d'opinion. Il cherche à articuler la question du chômage à celle de la prétendue insécurité et au thème de la fermeture des frontières. Les quelques attentats

qui ont lieu en France à partir du mois de mai 82 sont le support de cette propagande chauvine ; le terrorisme vient d'ailleurs, de l'étranger, de là la surveillance sur les étrangers en France, les contrôles de police qui effectivement se développent, les expulsions qui reprennent.

Cette nouvelle politique qui se dessine, le PS ne la mène pas ouvertement contre les immigrés. Les immigrés ne sont pas en tant que tels désignés comme cible, contrairement à ce que fait la presse de droite qui assimile, elle, immédiatement terrorisme, chômage et immigrés. Dans l'opinion publique, et c'est cela qui est recherché par le PS, cela a un certain effet. Les immigrés sont eux-mêmes divisés sur quoi penser des sans papiers au regard du chômage qui sévit. Chez beaucoup, les certitudes s'envolent, les interrogations et la méfiance s'installe.

Fin juin, début juillet, cette politique se précise : d'une part les refus de régularisation sont envoyés en masse, d'autre part, l'Etat PS justifie publiquement sa politique raciste : le taux de chômage ne permet pas "honnêtement" de donner des cartes à tous les sans papiers ; ne seront désormais délivrées des cartes qu'à ceux qui aujourd'hui travaillent et peuvent le prouver. Peu importe

que les camarades aient déjà travaillé plusieurs mois, plusieurs années même, il faut maintenant pour obtenir la carte, qu'ils travaillent aujourd'hui au moment où est prise la décision. Il est probable que cette mesure va s'appliquer aussi pour le renouvellement des cartes, pour les camarades en situation régulière dont la carte vient à expiration maintenant. La politique du double langage est bien terminée ; le consensus tenté par le PS au moment de son installation à la tête de l'Etat change totalement.

Avec l'intransigeance sur la question du travail, il n'est plus question pour le PS de tenter de diviser les immigrés entre "bons" et "mauvais." Il désigne maintenant l'ensemble des immigrés, avec ou sans papiers, anciens ou nouveaux arrivants, comme des gens encombrants dans la situation aujourd'hui. Il en fait des personnes dont il est "normal" d'user et d'abuser au gré de la "situation d'emploi," dont les droits n'ont pas à exister. En ce sens, c'est un retour en arrière considérable qui nous renvoie au temps des lois Stoléru et nous interpelle immédiatement face à l'absence totale de réaction dans l'opinion. Les Permanences Anti Expulsions, tout en continuant de se battre pour la régularisation des sans papiers, posent d'ores et déjà la question de leur protection.



Meeting du 20 mars des PAE à Paris

poursuivre la bataille

Le soi-disant plan de régularisation du P.S. des travailleurs immigrés sans-papiers aura été de courte durée. Nombre d'entre eux se voient aujourd'hui refuser l'obtention d'une carte de séjour sous prétexte de la situation du chômage dans leur département.

Nous, Permanences Anti-Expulsions, pensons que la bataille pour la régularisation de tous les sans-papiers est loin d'être finie et nous la continuons. C'est pour cela que nous sommes allés en délégation à la Direction Départementale du Travail de Paris.

Mercredi matin, 29 septembre, 10 heures 15, rue de la Croix-Nivert dans le XVème. Nous sommes une dizaine de militants des permanences et de camarades immigrés des foyers, réunis devant la D.D.T.

10 heures 30, nous sommes une trentaine, notre intervention peut commencer. Deux d'entre nous partent discuter avec M. Chouraqui, responsable de la D.D.T.

Tous les autres restent devant l'entrée : déploiement de la grande banderole : " Régularisation de tous les Sans-papiers ", distribution de tracts : " Quelle unité aujourd'hui dans les foyers ? ", nombreuses discussions avec les personnes isolées qui viennent essayer de se faire régulariser. (Sans aucun résultat positif dans la plupart des cas.) Contacts avec des gens complètement révoltés, des rendez-vous sont pris.

12 heures 15, M. Chouraqui " lâche " enfin nos camarades, qui nous font un compte-rendu immédiat :

" Nous lui avons d'abord expliqué notre mécontentement profond par rapport à la situation actuelle de la régularisation des sans-papiers. L'arbitraire, les incohérences et contradictions du système règnent totalement ; des camarades immigrés (de plus en plus rares) obtiennent la carte, d'autres non, sans que l'on puisse déterminer exactement pourquoi.

- Nous avons essayé de nous battre pour qu'il accepte le principe suivant : la carte donnée à tous les camarades immigrés capables de montrer des fiches de paye actuelles ou datant d'avant le 1er janvier 81. Il a été catégorique dans son refus. Le P.S. dévoile finalement sa politique raciste sans ambiguïté : la carte ne va plus être accordée qu'aux immigrés qui travaillent actuellement et peuvent le prouver : le droit d'accès au travail est réservé aux Français.

- Un point quand même positif : trois sortes de preuves seront acceptées : fiches de paye, bien sûr, mais aussi témoignage oral du patron qui accepte de répondre au coup de téléphone de la D.D.T. : " Oui, untel travaille bien chez moi. ", ou encore, dans le cas de camarades qui travaillent au noir : témoignages écrits de collègues de travail à condition de dénoncer le nom et l'adresse du patron.

- Conclusion, l'Etat n'accepte plus de donner des cartes de séjour qu'aux camarades qui travaillent aujourd'hui. Il est inutile de faire des recours dans tous les autres cas. Il faut d'abord trouver un boulot pour être régularisé .



- Cela dit, nous avons obtenu une victoire : Chouraqui accepte de convoquer tous les camarades " régularisables " que nous connaissons en même temps, avec nous. C'est-à-dire que nous faisons le tour des foyers, nous collectons et préparons minutieusement avec les camarades les dossiers de recours. Nous fixons une date d'intervention à la D.D.T. et trois jours avant nous la lui téléphonons. Il s'est engagé alors à bloquer la matinée désignée et à régulariser en une demie journée tous les cas que nous leur présentons. Mais attention il ne faudra pas tricher : un deuxième refus sera cette fois définitif."

13 heures. Un constat : pour le P.S. la régularisation exceptionnelle touche à sa fin, il jette parcimonieusement ses dernières miettes. Notre travail de regroupement des dossiers doit se poursuivre rapidement . Il faut faire l'unité dans les foyers, entre camarades immigrés sans-papiers et avec-papiers, sur l'importance de la constitution de ces dossiers de recours, et discuter dès maintenant sur la façon d'assurer la protection de ceux qui ne seront pas régularisés.

RACISME CIVIL ET FORCES

DE DROITE EN ACTION

Nom : raciste. Prénom : politique de l'Etat P.S. Age : 17 mois. Signe particulier : permet une recrudescence du racisme civil et une réactivation des forces de droite.



En fait, bien qu'il le cite dans son article, le journaliste du " Monde " n'a jamais dû voir Dupont la joie. A moins qu'il eut fallu que les habitants de Saint-Nicolas-de La Balermne ne retrouvent leur proie et ne l'achèvent pour que le journaliste parle alors de racisme, de haine raciale.

Le jeune Marocain n'a pas subi le sort des immigrés du film de Boisset, mais comment nier le caractère ouvertement raciste de cette chasse à l'homme ? Une telle expédition punitive dont le but était de tuer n'aurait pas eu lieu si le présumé meurtrier avait été français. Après tout, les 200 chauffeurs de taxis marseillais qui ont entrepris une ratonnade violente le 24 juin, suite à un vol d'une sacoche par un jeune immigré, avec la complicité de la police (voitures incendiées, coups de feu, saccages dans les quartiers immigrés) sont sans doute au si de braves gens " définition Le Monde ". Tout comme les assassins de deux Marocains à Ajaccio, d'un Algérien à Roubaix, tout comme les auteurs d'attentats en Corse contre des Maghrébins ou à la mosquée de Romans !

RECONSTRUIRE UNE BASE SOCIALE

Qu'on ne s'y trompe pas, il y a bien aujourd'hui une recrudescence du racisme civil et dans le même temps, un redéploiement des forces de droite : meetings, conférences de presse, campagnes d'affiches, distributions de tracts du P.F.N., du Front National, de l'Oeuvre française, manifestation imposante des petits patrons à Paris avec dans ses rangs Le Pen, encadrement de la maîtrise dans les usines automobiles par le syndicat fasciste C.S.L. etc ...

Qu'on ne s'y trompe pas non plus, c'est la politique raciste et floue en économie de l'Etat P.S. qui provoque la recrudescence de l'activisme de la droite " profonde ". Cette politique de l'Etat Mitterrand, constitue pour la droite poujadiste, musclée, rivale du P.S., une occasion de se reconstruire une base sociale. Elle peut à nouveau chercher à mobiliser les masses sur des thèmes ouvertement racistes : campagnes sur les jeunes immigrés et l'insécurité dans les cités, sur les immigrés et le chômage, sur la fermeture des frontières, sur les quotas dans les écoles. Sur des thèmes colonialistes revanchards : Le Pen à l'émission " Le Tribunal des flagrants délires " de France Inter : Le Liban était très calme, lorsqu'il était sous protectorat français. Ou encore, sur des thèmes complètement réactionnaires : rôle limité de la femme dans la société, propagande contre l'avortement.

Dans cette conjoncture, le peuple a besoin de points de repères. Contre les attentats et les injures racistes, les mots d'ordre réactionnaires et fascistes il faut se mobiliser, descendre dans la rue pour manifester le désir d'unité et de respect des différentes communautés vivantes en France. L'anti-racisme constitue la condition à l'unité du peuple multinational.

" On a, cela est vrai, sorti les fourches et les fusils de chasse, les gourdins et les manches de pioches à Saint-Nicolas-La Balermne ... Oui tout cela est vrai, la chasse à l'homme, la traque furieuse ... Tout cela est trop vrai, même pour l'honnête petit village, sans histoire notable, sans haine cultivée, ni fureur réchauffée. Et voilà bien pourquoi il faut sur ce cas se défier des raccourcis et des facilités d'usage sur les milices racistes et les Dupont-la joie ... Ce furent plutôt de braves gens, saisis par la fureur, qui s'en allèrent à la chasse à l'homme. Un peu comme en d'autres temps tout un village partait traquer le loup ... " (" Le Monde " du 25 septembre, page 14).

Nous voilà rassurer. On pouvait penser que la chasse à l'homme organisée près d'Agen le 21 septembre dernier contre un jeune Marocain présumé coupable d'un meurtre, ressemblait à une ratonnade " Dupont la joie ". Grâce au " Monde " soulagés, on apprend que les chasseurs étaient " des braves gens " et que le groupe armé jusqu'aux dents n'avait rien à voir avec une milice raciste... Il y avait bien les fusils, les pioches, les gourdins et les manivelles, des dizaines d'hommes à l'affût durant trente-six heures. A l'affût d'un gibier immigré âgé de dix-sept ans. Mais de racisme, point ...

17 OCTOBRE :

Le 17 octobre 1961, en pleine guerre d'Algérie, la communauté algérienne à Paris, manifeste en masse, pacifiquement, dans les rues de la capitale. Ses mots d'ordre en sont :

- " Libérez Ben Bella "
- " Soutien au F.L.N. "
- " Levée du couvre-feu " (qui leur est imposé depuis un mois par le Préfet Papon).

La police de l'Etat raciste français écrase dans le sang cette manifestation pacifique : plusieurs centaines de morts du côté algérien, des centaines d'autres atrocement torturés et mutilés, des milliers déportés dans les stades parisiens durant plusieurs jours, tous battus, humiliés, traités en sous-hommes.

Il ne s'agit pas pour nous, sorte d'exorcisme impuissant, de seulement dire du 17 octobre son horreur répressive et l'indifférence quasi générale qui l'entoure.

Ce jour là, les algériens en France affirmaient :

- leur volonté et leur participation à la libération nationale ;
- leur volonté de pouvoir vivre en France en tant qu'algérien, sans avoir à souffrir de mesures racistes et discriminatoires.

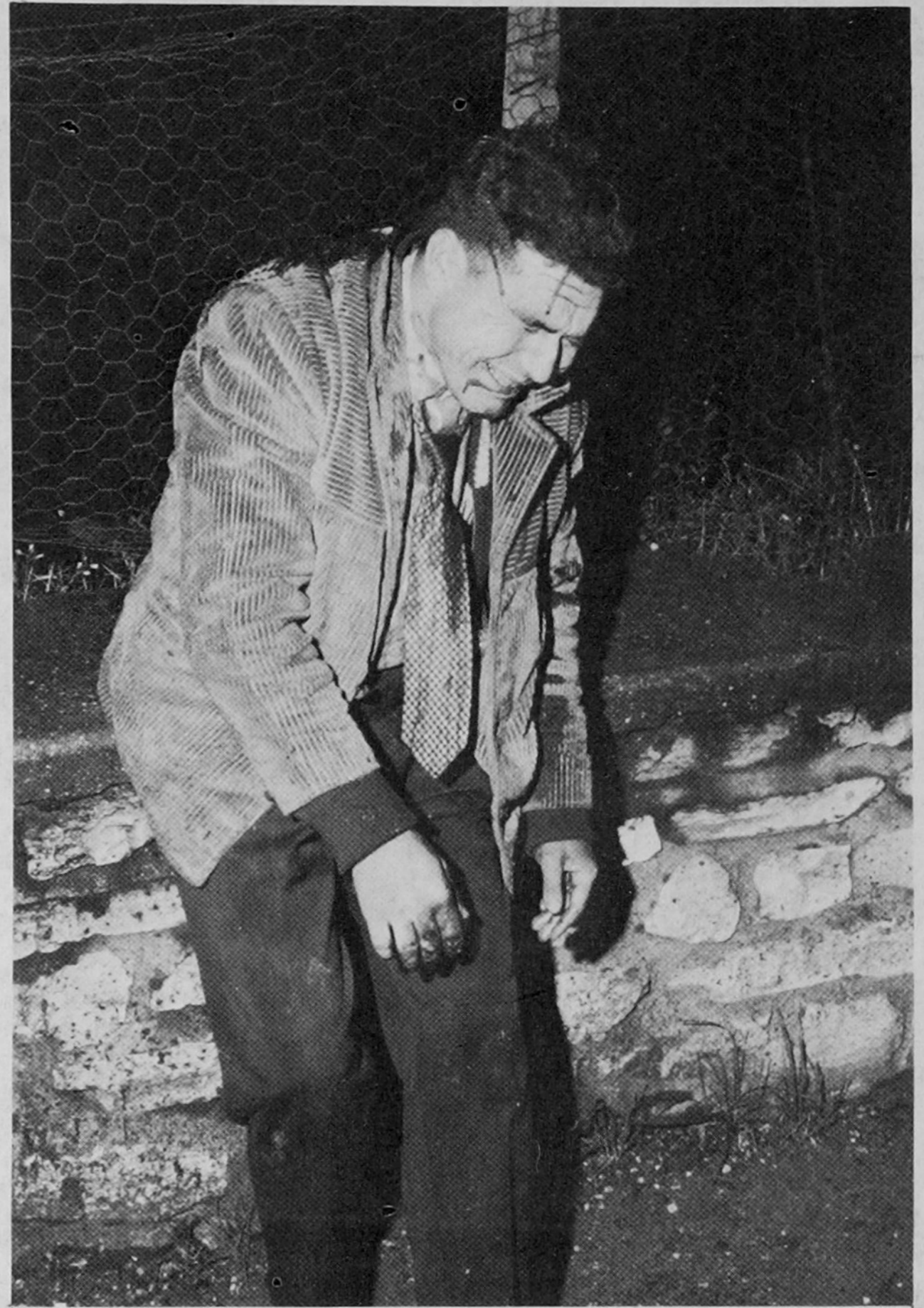
A cette époque de la guerre, la question de l'indépendance nationale de l'Algérie est déjà une victoire politique acquise pour le peuple algérien ; l'Etat français le reconnaît et y est contraint ; s'il continue la guerre contre ce peuple, ce n'est que pour pouvoir régler à son avantage, par la pression des armes, les conditions de cette indépendance (par exemple : la question du Sahara).

La violence meurtrière de la répression de cette manifestation ne peut donc pas se comprendre comme un acte de guerre, devant faire poids, contre le fait de l'indépendance prochaine du territoire et du peuple algérien.

C'est parce que dans cette manifestation les algériens affirment haut et fort le droit à leur identité nationale EN France, que l'Etat raciste français intervient brutalement. En effet, il est clair pour tous alors que les travailleurs algériens seront toujours présents en France après l'indépendance. Ce qui est insupportable pour l'Etat, c'est que cette communauté, qui porte l'expérience de dizaines d'années de lutte contre l'Etat colonial français - et que ceci constitue un des piliers de son identité - ait l'audace et la prétention d'affirmer qu'il est possible et qu'il est bon de conserver et de revendiquer pleinement cette identité, tout en vivant en France.

Le 17 octobre est une des toutes premières manifestations de cette nature et de cette ampleur en France.

Voilà ce que nous voulons commémorer et à quoi nous appelons l'ensemble des communautés.



ratonnades à Nanterre le 17 oct. 61

Nous voulons le mettre en relief et le commémorer, car il fait vivre une question fondamentale de l'anti-racisme aujourd'hui : l'existence de différentes communautés historiques et nationales dans le peuple en France ; comment avancer dans leur unité anti-raciste et dans le respect de leur existence ; quelles pratiques avoir pour cela, face aux mesures racistes de l'Etat Mitterrand et les pratiques politiques racistes des forces de droite.

La connaissance de l'histoire particulière des communautés en France est un élément nécessaire pour leur unité.

Les communautés doivent affirmer leur histoire, la valoriser, la faire connaître, la discuter, pour se désenclaver du racisme et du chauvinisme national français qui cherche soit à les broyer, soit à les heurter ; il faut en faire un matériel de connaissance et d'éducation pour l'ensemble du peuple en France, une richesse et une force considérable contre les propagandes et les politiques racistes.

Le 17 octobre, c'est l'occasion pour l'ensemble des anti-racistes de commencer à connaître ou d'approfondir l'histoire particulière d'une communauté en France, les algériens, d'en dégager les moments significatifs et d'en saisir l'importance du point de vue de l'anti-racisme, de travailler ensemble à son bilan et de participer en cela à réduire les tensions qui, dans la société civile, tendent à ce que choquent les communautés.

Ce doit être l'occasion de renforcer une des formes d'existence essentielle du peuple multinationnel de France : la volonté que se constituent et que vivent une histoire et une mémoire politique anti-raciste, repère commun et solide point d'appui pour l'unité des différentes communautés.

Dans les Permanences Anti-Expulsions, fonctionnent des groupes de travail sur la question de la mémoire anti-raciste du peuple multinational (guerre d'Algérie, antisémitisme, communautés africaines). Ces groupes sont ouverts à tous ceux, français comme immigrés, intéressés par ce travail ; ils produisent des documents (tracts, brochures, panneaux, montage-diapos, ...) dont ils se servent comme matériel d'intervention et de propagande sur les marchés, les foyers, les lycées, ..., car les questions de la mémoire anti-raciste et de l'unité des communautés exigent, aussi, un engagement anti-raciste concret dans la conjoncture.

Comment en effet avoir un point de vue correct sur le bilan du 17 octobre et la guerre d'Algérie, sans être engagé dans la bataille contre la loi de 1973, aux côtés des jeunes et des familles algériennes qui résistent à cette loi et revendiquent de pouvoir vivre sans discrimination en France, avec la nationalité algérienne ?

Comment avoir un juste point de vue sur l'antisémitisme, sans être partie prenante des débats et prises de position de la communauté juive et d'ailleurs, sur le sionisme, l'Etat d'Israël, la guerre du Liban ?

Comment imaginer comprendre et respecter l'identité des camarades immigrés africains en France, en étant extérieur à la bataille pour la régularisation de tous les sans papiers et pour le libre regroupement familial ?

Si même des points de vue que l'on pense justes existent en dehors, à côté, des batailles anti-racistes qui se mènent aujourd'hui, comment penser que ces points de vue puissent être forts, efficaces, transformer quoi que ce soit ?

S'engager dans la politique anti-raciste est donc la deuxième condition nécessaire pour l'unité anti-raciste du peuple multinational.



Dans les Permanences Anti-Expulsions, nous attachons une grande importance aux commémorations. L'année passée, nous avons déjà appelé à un meeting pour le 17 octobre ; le 17 juillet de cette année, nous organisons la commémoration de la grande rafle antisémite du Vel d'Hiv de 1942.

Il s'agit là d'une orientation fondamentale de notre politique anti-raciste, d'une nouvelle pratique prolongée que nous entendons soutenir et développer aujourd'hui, afin que se forge et prenne corps une nouvelle identité collective anti-raciste du peuple multinational de France.

ABROGATION DE LA LOI DE
1973 !

